

20 ANS DE GOUVERNANCE DU CNDD-FDD

"Deux décennies de pouvoir, deux décennies de dérive : le CNDD-FDD face à l'histoire"

Le 29 août 2025

Vingt ans après l'accession au pouvoir du Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), Tournons La Page Burundi (TLP-Burundi) dresse un constat alarmant : la fermeture progressive de l'espace civique, la remise en cause du pluralisme politique et une crise socio-économique persistante qui fragilisent quotidiennement les Burundaises et Burundais.

À la suite des élections législatives et communales du 5 juin 2025, puis des sénatoriales du 23 juillet et des élections collinaires du 25 août 2025, la domination du parti au pouvoir s'est encore accrue dans un contexte entaché par l'exclusion, l'intimidation et l'absence de transparence suffisante.

Au moment où le pays marque deux décennies de gouvernance du CNDD-FDD, nous appelons à un sursaut démocratique, à la restauration de l'État de droit et à un dialogue national inclusif.

1. Le contexte politique et électoral burundais demeure profondément marqué par un recul inquiétant de la démocratie, alors que le pays reste prisonnier des séquelles de la crise politique déclenchée en 2015. Cette crise, loin d'être résolue, continue d'alimenter les tensions, d'affaiblir les institutions et de compromettre durablement la confiance citoyenne dans le processus démocratique¹.

Les élections du 5 juin 2025 se sont déroulées dans un climat de restriction des libertés publiques et de verrouillage de l'espace politique. Le Congrès National pour la Liberté (CNL), principal parti d'opposition a été empêché de concourir et de nombreuses candidatures ont été invalidées². La Commission nationale électorale (CENI) a ensuite proclamé une victoire écrasante du CNDD-FDD, confirmée par la Cour constitutionnelle. Les sénatoriales du 23 juillet ont consolidé ce monopole, suivies des élections des conseillers et chefs de colline du 25 août 2025. Ces scrutins non inclusifs et non compétitifs ont privé les citoyens d'un véritable choix, affaibli la représentation politique des minorités et accentué la concentration des pouvoirs.

¹ <https://tournonslapage.bi/burundi-un-pays-pris-en-otage-par-le-pouvoir-du-parti-cndd-fdd/>

² <https://tournonslapage.bi/elections-legislatives-et-communales-du-5-juin-2025-une-mascarade-electorale-denoncee-par-la-societe-civile/>

Vingt ans après l'arrivée du CNDD-FDD à la tête de l'État (2005-2025), l'alternance démocratique demeure hors de portée.

2. Les médias indépendants et les organisations de la société civile continuent de faire face à des menaces, des entraves administratives et des poursuites. Des journalistes et militants ont rapporté des actes d'intimidation, des attaques et des entraves à la couverture des scrutins³. La peur des représailles nourrit l'autocensure et appauvrit le débat public.

La persistance de l'impunité pour les violations graves des droits humains⁴, notamment depuis la crise de 2015, entretient un climat d'injustice et décourage les initiatives citoyennes. Le mandat du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le Burundi reste un garde-fou essentiel qui doit être pérennisé et renforcé.

3. Le Burundi est confronté aux défis sécuritaires, humanitaires et diplomatiques. En effet, La participation de l'armée burundaise aux opérations militaires dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) expose le pays à des risques accrus d'instabilité régionale et entraîne des pertes humaines peu documentées. Ces engagements extérieurs, menés sans transparence ni contrôle parlementaire effectif, suscitent des inquiétudes sur leur légalité et leur impact sur la sécurité intérieure.

La gestion des personnes déplacées internes reste marquée par l'improvisation, le manque de ressources et des réponses souvent inadaptées. De nombreuses familles déplacées par les inondations, les conflits fonciers ou les violences vivent dans des conditions précaires, sans accès suffisant à la santé, à l'éducation ni à la protection sociale.

La situation des réfugiés burundais demeure fragile. Beaucoup continuent de subir des persécutions, des arrestations arbitraires ou des pressions pour un retour forcé dans leur pays d'origine, notamment dans certains pays voisins où leur sécurité et leurs droits fondamentaux ne sont pas pleinement garantis⁵.

Les relations diplomatiques restent tendues avec plusieurs États, en particulier avec le Rwanda voisin, ce qui complique la coopération régionale et aggrave l'isolement du Burundi. Ces tensions nourrissent un climat d'insécurité transfrontalière et limitent les perspectives d'intégration régionale au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).

³ <https://www.civicus.org/index.php/fr/actualites-et-histoires/actualites/7149-burundi-a-lapproche-des-elections-lespace-civique-reste-tres-restreint-pour-les-osc-et-les-journalistes>

⁴ <https://www.hrw.org/fr/news/2024/10/10/lonu-reconnait-la-necessite-de-continuer-suivre-de-pres-la-crise-des-droits-humains>

⁵ <https://www.acatburundi.org/appele-pour-une-protection-internationale-pour-les-refugies-burundais-en-tanzanie-il-y-a-urgence-humanitaire/>

4. La situation socio-économique demeure marquée par une pauvreté persistante. L'envolée continue des prix, notamment des denrées alimentaires et des transports, conjuguée aux pénuries récurrentes de carburant et de devises, fragilise le pouvoir d'achat et accentue la précarité des ménages. Les avancées macroéconomiques annoncées restent fragiles et tardent à se traduire par des améliorations concrètes pour la majorité de la population⁶. Sans réformes de gouvernance, de transparence et de lutte contre la corruption, les ressources publiques ne pourront pas financer adéquatement les services sociaux de base (santé, éducation, eau) ni atténuer l'impact de la crise sur les populations les plus vulnérables.
5. Le système éducatif burundais, du primaire au supérieur, est confronté à de profondes difficultés : infrastructures insuffisantes, salles de classe surchargées, manque criant d'enseignants qualifiés et de ressources pédagogiques adaptées. La qualité de l'enseignement se dégrade, compromettant l'avenir d'une génération entière⁷.
Au niveau secondaire et universitaire, les programmes sont peu adaptés aux besoins du marché du travail, ce qui alimente un chômage élevé des jeunes diplômés. Faute de perspectives professionnelles, nombre d'entre eux cherchent à s'exiler, accentuant la fuite des compétences et privant le pays d'un capital humain essentiel à son développement.
Sans réformes ambitieuses et un investissement accru dans l'éducation, le Burundi risque d'aggraver son retard en matière d'innovation, de recherche et de compétitivité régionale.
6. Les violences faites aux femmes demeurent massives et multiformes : violences domestiques, mariages précoces et forcés, violences sexuelles utilisées comme moyen de domination. Malgré les engagements internationaux du Burundi, l'impunité reste la règle et les mécanismes de protection sont largement insuffisants⁸.
Les discriminations fondées sur le genre et l'ethnie persistent dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux responsabilités politiques et administratives. Ces discriminations structurent des inégalités profondes et compromettent la cohésion sociale. La lutte contre ces violences et discriminations requiert une volonté politique claire, un renforcement du cadre juridique, et un accompagnement psychosocial et économique des victimes.

⁶ <https://forscburundi.org/burundi-une-socio-economie-delabree-dans-une-gouvernance-insouciance/>

⁷ <https://www.iwacu-burundi.org/systeme-educatif-burundais-sur-le-declin/>

⁸ <https://tournonslapage.bi/analyse-des-defis-de-la-participation-politique-des-femmes-au-burundi/>

7. Les autorités burundaises recourent de plus en plus à des discours de haine, de stigmatisation et d'intimidation à l'encontre des opposants politiques, des journalistes indépendants et des défenseurs des droits humains⁹. Ces propos, relayés dans certains médias publics et lors de discours officiels, alimentent un climat de peur et renforcent la polarisation sociale. Parallèlement, le gouvernement dresse un bilan jugé « positif » de ses vingt ans de gouvernance, mettant en avant la stabilité politique et les projets d'infrastructures. Cependant, cette présentation officielle occulte les réalités vécues par la population : la restriction continue des libertés, la pauvreté persistante, l'exode massif des jeunes et la dégradation des services sociaux de base. Ce décalage entre le récit officiel et la situation concrète contribue à miner davantage la confiance entre les citoyens et les institutions.

Considérant la dégradation du contexte politique, économique et social au Burundi, TLP-Burundi propose les recommandations suivantes :

I. Au Gouvernement du Burundi :

- ✚ Libérer toutes les personnes détenues pour des motifs politiques ou d'opinion, mettre un terme aux arrestations arbitraires et disparitions forcées, et rétablir un espace civique ouvert en protégeant la liberté d'expression, de réunion et d'association ainsi que la sécurité des journalistes, défenseurs des droits humains et opposants.
- ✚ Ouvrir un dialogue national avec l'opposition et la société civile pour définir un calendrier de réformes démocratiques, mettre en place un mécanisme indépendant de vérité et justice pour les victimes, et réformer le cadre électoral (CENI, régulation, observation indépendante, accès équitable aux médias) afin de garantir transparence, impartialité et égalité des chances.
- ✚ Publier régulièrement des données budgétaires et de marchés publics, affecter prioritairement les ressources aux services sociaux et à la sécurité alimentaire, et développer des politiques efficaces de lutte contre la corruption pour répondre aux besoins urgents de la population.

⁹ https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2025/03/Bulletin_Justice_Num_78_du_28_Fevrier_2025.pdf

II. Aux institutions nationales (CENI, Cour constitutionnelle, Parlement, CNC, CNIDH) :

- ✚ Garantir l'indépendance et l'impartialité des institutions afin d'assurer l'intégrité des scrutins, l'accès équitable aux recours et un contrôle effectif de l'action gouvernementale, notamment par des enquêtes et auditions publiques.
- ✚ Protéger la liberté des médias et des journalistes, en mettant fin à la censure et au harcèlement administratif, pour préserver un espace civique ouvert et transparent.

III. À la communauté internationale (ONU, UA, EAC, bailleurs) :

- ✚ Renouveler et consolider le mandat du Rapporteur spécial de l'ONU sur le Burundi afin de maintenir un suivi rapproché et indépendant de la situation des droits humains.
- ✚ Conditionner les appuis extérieurs aux réformes : lier l'aide budgétaire et les coopérations à des progrès mesurables en matière de droits humains, d'ouverture de l'espace civique et de réformes électorales crédibles.
- ✚ Appuyer la société civile indépendante, les médias et les défenseurs des droits humains via des mécanismes de protection et de financement, tout en accompagnant des réponses rapides aux pénuries et à l'insécurité alimentaire ainsi que des réformes structurelles pour une économie stable et transparente.

Pour Tournons La Page Burundi,

Anitha GATERETSE

Coordinatrice Nationale